

ORDRE DU JOUR

1. Projet de mise à l'arrêt définitif du CNPE de Fessenheim, phase 2 (pour information)
2. Point d'avancement sur les projets « Hinkley Point C, Flamanville3 et EPR 2 »
3. Projet « My HR » (pour Avis)
4. Dispositif d'Alerte Ethique et Conformité Groupe EDF (pour avis)

1. PROJET DE MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF DU CNPE DE FESSENHEIM, PHASE 2 (POUR INFORMATION)

« Le service public en Marche »... Arrière

Quel peut être l'avenir d'une nation quand les fruits des réflexions politiques n'accouchent d'aucun projet d'avenir et au contraire mettent en péril le modèle du Service Public Républicain incarné par EDF en imposant la fermeture d'installation de production non émettrice de CO₂, d'un niveau de sûreté incontesté et nécessaire à l'indispensable équilibre production consommation.

Aujourd'hui c'est la fermeture de la centrale qui fait l'objet d'un nouveau passage en CCE, après celles des Centrales thermiques à flamme, avant l'abandon programmé des concessions hydrauliques...

À situation exceptionnelle FO a souligné la nécessité d'un accompagnement exceptionnel, notamment sur le plan social.

À ce stade le personnel n'y trouve pas son compte

L'ensemble de la déclaration FO en pièce jointe.

2. POINT D'AVANCEMENT SUR LES PROJETS « HINKLEY POINT C, FLAMANVILLE3 ET EPR 2 »

FLA 3 : les essais à froid viennent de se terminer, l'épreuve enceinte commencera mi-mars.

Les essais à chaud vont commencer en juillet 2018 et le chargement du combustible et le démarrage du réacteur seraient prévus en décembre 2018.

Mauvaise année 2017 sur le thème de la sécurité (44 accidents avec arrêt).

HPC : 2500 personnes travaillent sur le site. Surcoût de 1,5 milliard de livres (s'explique principalement à l'ajout des REX de FLA 3 et de Taishan).

Prévision 2018 :

JALONS 2018	Démarrage de la construction de la galerie de pré-contrainte de l'Unité 1	Démarrage de la construction de la station de pompage de l'Unité 1	Gel de la configuration de design RC2	Achèvement de la jetée	Design final du radier de l'îlot nucléaire de l'Unité 1	Coulage du béton du radier de l'îlot nucléaire de l'Unité 1
	févr 2018	avril 2018	nov 2018	sept. 2018 *	nov. 2018	déc. 2018

* Date en cours de négociation avec les fournisseurs

EPR 2:

Le projet EPR NM (Nouveau Modèle) a été lancé fin 2014 afin de développer une version optimisée de l'EPR. Les conclusions des travaux a amené EDF à définir une autre configuration technique : l'EPR 2.

Ses principales options techniques :

- Une puissance de 1750 MW
- Utilisation du MOX
- Enceinte de confinement à simple paroi avec liner
- Un groupe turboalternateur proche de HPC
- ...

La délégation FO a fait l'intervention que vous trouverez en pièce jointe.

3. PROJET « MY HR » (POUR AVIS)

Ce dossier nous est présenté pour avis après une première présentation en janvier.

Pour FO il est bon de souligner le réel effort d'explication et la disponibilité des « experts » direction pour tenter d'emporter l'adhésion sur la première étape de ce dossier.

Comme nous l'avons souligné en janvier, ce dossier comporte de nombreuses lacunes, zones d'ombre, sur les conséquences sociales, sur l'emploi et les conditions de travail.

Et quand c'est flou y a un loup !

FO a demandé à ce que les différentes étapes qui vont jalonner ce projet face l'objet de consultations aux moments opportuns et le suivi du dossier par la poursuite des travaux de la commission CCE « mixte » (emploi-formation ; SI).

Au final le Président a sollicité le vote des différentes délégations :

Se sont exprimés pour : CFE CGC et CFDT

Abstention : CGT

Contre FO

L'abstention valant votre contre l'avis du CCE est réputé « négatif ».

La déclaration complète de la délégation FO en pièce jointe.

4. DISPOSITIF D'ALERTE ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ GROUPE EDF (POUR AVIS)

La délégation FO, ainsi que l'ensemble de la délégation du personnel, a demandé le report de la demande d'avis compte tenu du retard dans la livraison de l'expertise commanditée par le CCE

La direction a justifié le rejet de notre requête par un contrôle de l'Agence Française Anticorruption (AFA) « imminent ».

Dans le débat nous avons indiqué :

Que nous regrettons la pression mise sur la représentation du Personnel qui n'a pas été maître du retard pris dans la mise en œuvre de la loi.

Sur le fond, que nous étions pour la lutte contre la Corruption.

Comité Central d'Entreprise

Sessions des 14 et 15 février 2018

Sur le plan juridique, nous avons rappelé le rejet de l'esprit de cette loi qui laisse les Entreprises responsables de son application, ce qui constitue une rupture dans la Justice Républicaine.

Nous avons rappelé notre exigence de permettre aux salariés « lanceurs d'alerte » de se faire accompagner par une organisation syndicale (ce qui nous a été refusé).

Nous avons rappelé le côté ubuesque d'un système qui serait garant de l'intégrité d'une démarche qui vise à dénoncer tout ou partie du fonctionnement qu'il génère lui-même.

La délégation du Personnel a voté une résolution visant à poursuivre les travaux du CCE, notamment avec le retour de l'expertise juridique commanditée, refusant de fait d'émettre un avis « sous contrainte ».

Prochain CCE le 15 mars avec pour sujet « Rex Cap Hydro » - Information sur la cession de DK LNG